

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5173 - Lundi 03 Août 2026 - Prix : 200 Fc

ENTREPRENARIAT :

KomSaE, ou comment transformer les idées en entreprises



Dix-sept structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat, en partenariat avec plusieurs institutions, ont procédé, jeudi 30 juillet dernier, au lancement officiel du réseau KomSaE. Organisée à la Maison de l'emploi, où le réseau dispose désormais d'un siège. La cérémonie s'est tenue en présence de représentants des institutions publiques, des partenaires techniques et financiers ainsi que d'acteurs du secteur privé. L'objectif est de créer un espace commun où les idées et les compétences locales seront renforcées.

Sous l'égide de l'organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et avec le soutien financier de l'Union Européenne (UE), le réseau KomSaE se veut avant tout un champ où

les 17 structures concernées peuvent s'exprimer d'une même voix. Sa vision repose sur le renforcement des capacités, une meilleure coordination entre acteurs, et une démarche inclusive et innovante pour relever les défis multiples de l'entrepreneuriat. L'objectif est de transformer les initiatives locales en favorisant un climat de confiance et de collaboration. Nadjwa Said Mohamed Djalim, vice présidente du réseau, a présenté le réseau en ces termes : « KomSaE est une dynamique collective qui veut donner aux structures d'accompagnement les moyens de se renforcer, de s'unir et d'innover pour bâtir ensemble l'avenir économique des Comores. »

LIRE SUITE PAGE 3

19 Swafar 1447
Prières aux heures officielles
Du er au 03 Août 2026

Lever du soleil:

06h 27mn

Coucher du soleil:

18h 01mn

Fadjr : **05h 13mn**

Dhouhr : **12h 17mn**

Ansr : **15h 16mn**

Maghrib : **18h 04mn**

Incha : **19h 18mn**



SANTÉ :

Quand les Mashouhoulis nourrissent aussi les maladies chroniques

La saison des grands mariages bat son plein. Faste, honneur familial et tables qui débordent, le Mashouhouli fait la fierté des villages. Mais derrière la convivialité, soignants et spécialistes alertent sur des excès répétés aux effets durables, dans un pays où diabète et hypertension progressent inexorablement.

En cette période, les cérémonies de Mashouhouli occupent une place centrale dans la vie socioculturelle au pays. Les week-ends riment avec cortèges, youyous et bangwe bondés. Chaque famille veut réaliser son « Anda » (grand mariage coutumier), pilier de l'identité comorienne et marqueur de réussite sociale. Rassemblant des centaines d'invités autour de buffets interminables où la générosité se

mesure à l'abondance. Refuser un plat est un affront, se resservir est un honneur. L'alimentation y devient langage et statut social, bien plus qu'un simple besoin nutritionnel quotidien. Derrière les pagnes et les orchestres, d'autres réalités s'invitent à table. Elles sont caractérisées par une succession de repas copieux, composés de nombreux menus riches en glucides (riz), en viandes rouges, en matières grasses, en sel et en boissons sucrées. Les participants, majoritairement des adultes et des personnes âgées, souvent peu actifs physiquement, assistent à plusieurs festins au cours d'une même journée ou sur plusieurs jours. Ces pratiques alimentaires, profondément enracinées dans les traditions et les normes sociales, sont difficiles à modifier.

Mais cette abondance assumée

a un revers que les blouses blanches voient de près. Notamment par la problématique qu'est la répétition de repas hypercaloriques, associée à une faible activité physique, laquelle constitue un facteur de risque majeur de surpoids, d'obésité et de maladies non transmissibles, telles que le diabète de type 2, l'hypertension artérielle, les maladies cardiovasculaires et certains troubles digestifs. Ce contexte représente un véritable enjeu de santé publique aux Comores, où la prévalence de ces pathologies est en constante augmentation. Pourtant, le débat n'est pas de renoncer à la culture. Le nutritionniste Hachim Abdoufatahou l'explique : « Il ne s'agit pas d'opposer tradition et santé, mais de les faire dialoguer ». Une approche conciliant préservation des traditions et promotion

de la santé apparaît alors nécessaire. Selon le spécialiste en nutrition, celle-ci pourrait reposer sur la sensibilisation aux pratiques alimentaires plus équilibrées, notamment par la réduction des portions, l'augmentation de la disponibilité de légumes, de fruits, de poissons et d'eau, ainsi que la limitation des aliments riches en sel, en matières grasses et des boissons sucrées.

Par ailleurs, il est recommandé d'encourager une activité physique légère après les repas, telle que la marche, en évitant les comportements sédentaires prolongés. Enfin, la promotion d'une activité physique régulière auprès de l'ensemble de la population, indépendamment de l'âge ou du sexe, devrait être intégrée aux stratégies de prévention. Au fond, c'est la manière même de célébrer qui est

interrogée. L'objectif étant de contribuer à la prévention des maladies non transmissibles et à l'amélioration de l'état de santé de la population comorienne, tout en respectant les valeurs culturelles et les traditions associées au Mashouhouli.

Le défi n'est donc pas en aucun cas de bannir le Mashouhouli, mais de l'adapter intelligemment. Acteurs de santé et notables plaident pour un Anda plus sobre sans perdre son prestige : poisson grillé, brèdes locales, fruits de saison, eau fraîche et portions raisonnées. Car après tout, préserver la culture tout en protégeant la santé, c'est célébrer la vie sans hypothéquer l'avenir sanitaire de ceux qui la font vivre ensemble et durablement.

Hamdi Abdillahi Rahilie

HABARI ZA UDUNGA

Dépasser les querelles de personnes pour construire des institutions durables

Les nations ne se construisent ni au hasard des circonstances ni au gré des opportunités politiques. Elles se bâtissent autour d'une vision, d'institutions solides et d'une volonté constante de servir l'intérêt général. C'est précisément cette exigence que rappelle, avec une étonnante actualité les analyses de certains experts sous les cocotiers.

Le véritable défi des îles de la lune n'est pas seulement économique ou social. Il est d'abord politique. Non pas au sens partisan du terme, mais dans sa dimension la plus noble à savoir, la capacité de l'État à penser l'avenir, à fixer un cap et à mobiliser les citoyens autour d'un projet commun. Depuis des décennies, notre pays semble condamné à gérer les urgences plutôt qu'à préparer l'avenir. Les gouvernements se succèdent, les priorités changent, les discours se renouvellent, mais les problèmes structurels demeurent. Cette instabilité permanente est le symptôme d'un mal plus profond : l'absence d'une véritable culture de la gouvernance. Trop souvent, la politique sous les cocotiers est davantage le fruit des circonstances que celui d'un engagement fondé sur des convictions et un projet de société.

Les partis politiques peinent

à jouer leur rôle de creuset d'idées et de formation des dirigeants. L'exercice du pouvoir devient alors une gestion quotidienne des équilibres politiques plutôt qu'une conduite stratégique du développement national. Cette faiblesse se traduit inévitablement dans l'action publique. Les décisions manquent de cohérence, les réformes souffrent d'un déficit de continuité et les institutions donnent parfois le sentiment de naviguer sans boussole. Pendant ce temps, les citoyens attendent des réponses à des préoccupations bien réelles : l'emploi, la pauvreté, la jeunesse, l'accès aux services publics, la sécurité ou encore les migrations qui continuent d'emporter tant de vies dans le bras de mer séparant Mayotte des autres îles. À cela s'ajoute un autre défi majeur : celui de la communication publique. À l'ère des réseaux sociaux et de l'information instantanée, le silence ou les réactions tardives de l'État laissent le champ libre aux rumeurs, aux manipulations et aux interprétations.

Une démocratie moderne ne peut prospérer sans une parole publique crédible, transparente et capable d'expliquer les choix de la Nation. Mais la responsabilité ne repose pas uniquement sur les gouvernants. La construction d'un État fort suppose également une citoyenneté exi-

geante, des institutions respectées, une administration compétente et des élites prêtes à placer l'intérêt collectif au-dessus des calculs personnels. Les îles de la lune disposent pourtant d'atouts considérables : une jeunesse dynamique, une diaspora influente, une position stratégique dans l'océan Indien et un patrimoine naturel et culturel exceptionnel. Ces richesses ne produiront cependant leurs effets que si elles sont portées par une vision de long terme.

Le temps est venu de sortir de

la politique des circonstances pour entrer dans celle de la stratégie. Gouverner ne consiste pas à gérer le quotidien ou à réagir aux crises lorsqu'elles éclatent. Gouverner, c'est anticiper, rassembler et préparer l'avenir. Certains ne manquent pas de rappeler le « plan Mayendeleyo » du Mongozi qui a été stoppé net en chemin. Actuellement ce sont les difficultés de la mise en œuvre du PCE qui sont posées. Un appel à dépasser les querelles de personnes pour construire des institutions durables est

indispensable. Un appel à renouer la confiance entre les citoyens et leurs dirigeants. Un appel, enfin, à comprendre qu'aucun pays ne peut prétendre au développement sans une gouvernance fondée sur la compétence, la vision et la responsabilité. Car, au fond, la véritable question n'est pas de savoir qui gouverne aujourd'hui. Elle est de savoir si nous préparons réellement les îles de la lune de demain entre amateurisme et méritocratie.

Mmagaza



Consultancy Services for the Formulation of the National Adaptation Plan (NAP) for the Republic of Mauritius

Publication date: 03 August 2026

The Indian Ocean Commission (IOC) is an intergovernmental organization comprising the Union of the Comoros, the French Republic (Réunion), the Republic of Madagascar, the Republic of Mauritius, and the Republic of Seychelles. IOC in its capacity as the Delivery Partner for the GCF Readiness and Preparatory support programme No MUS-RS- 007, hereby invites eligible consulting firms to submit **Expressions of Interest (EOI) for the Consultancy Services for the Formulation of the National Adaptation Plan (NAP) for the Republic of Mauritius**

Interested candidates are invited to consult the complete Expression of Interest (EOI) notice on the IOC website at <https://www.commissionoceanindien.org/opportunités-et-carrières/> and to submit their proposal no later than **24th August 2026**, which is the deadline for submission of Expressions of Interest.

ENTREPRENARIAT :

KomSaE, un réseau pour transformer les idées en entreprises

En amont de cérémonie de lancement officielle, un atelier placé sous le thème « Entreprendre aux Comores : défis, opportunités et perspectives » a permis de dégager plusieurs opportunités pour renforcer l'appui aux porteurs de projets et améliorer l'écosystème entrepreneurial. Les intervenants ont insisté sur la mise en place d'une base organisationnelle et un plan d'action coordonné. La formation et le soutien

aux initiatives ont été décrits comme des leviers essentiels pour garantir la qualité des services et transformer les mentalités vers une culture entrepreneuriale plus inclusive. Comme l'a résumé Housna Said Mze de la structure Innov-Lab : « Le réseau KomSaE représente une chance unique pour nous. C'est ainsi que nous pourrions relever ensemble les défis de l'entrepreneuriat aux Comores. »

Les représentants des institutions partenaires ont rappelé l'importance de ce réseau pour l'avenir économique du pays. Les discours ont souligné la nécessité d'une coopération étroite entre les structures d'accompagnement et les pouvoirs publics. Prenant la parole, le coordinateur du projet APILE, Abdul Anziz Said Athoumani a déclaré : « L'entrepreneuriat demeure un levier majeur pour le développement mais

il reste encore fragile. Pourtant, plus de mille emplois ont été créés au cours de l'année. »

Lors de son intervention, Pavlos Evangelidis, chargé d'affaires de l'Union européenne, est revenu sur les moyens concrets mobilisés pour soutenir l'entrepreneuriat comorien. Il a rappelé que six millions d'euros ont été alloués aux structures qui accompagnent les entrepreneurs, permettant déjà de financer 16 struc-

tures d'appui et 70 entreprises. En s'appuyant sur des secteurs stratégiques comme l'économie verte, l'économie bleue et le numérique, le réseau KomSaE doit renforcer les capacités des porteurs de projets et consolider un écosystème plus inclusif et innovant, capable de relever les défis encourus.

Aticki Ahmed Ismael

MEDIAS :

Khadel Abdoulhafar remporte le prix du meilleur Jeune Reporter

La cérémonie de remise des prix de la première édition du Hackathon des Jeunes Reporters s'est tenue le 29 juillet dernier à l'hôtel Retaj Moroni. À l'issue de ce concours, Khadel Abdoulhafar Hafardine a remporté le premier prix de meilleur Jeune Reporter des Comores 2026. Samila Ansoya Attoumane s'est classée deuxième et a reçu le Prix du Talent Espoir, et Awad Ahamadi a décroché la troisième place.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la ministre de la promotion du genre et de l'information, l'ambassadeur de France ainsi que le représentant de l'Unicef. Cette première édition du Hackathon des Jeunes Reporters, organisée par l'Unicef en partenariat avec l'ambassade de France et le ministère de l'information, a pour objectif de préparer et de former de jeunes reporters capables d'informer et d'alerter sur les enjeux touchant différents domaines. À travers leurs reportages et leurs productions médiatiques, ces jeunes ont démontré leur capacité à informer, sensibiliser et mobiliser leurs communautés sur des sujets essentiels, notam-

ment la santé, l'éducation, le changement climatique, la protection des droits de l'enfant et la lutte contre la désinformation.

« Dans nos îles, nos jeunes grandissent face à des défis complexes : une éducation qui doit s'adapter aux opportunités d'aujourd'hui, des informations nombreuses et parfois contradictoires qui demandent du discernement, des réalités sociales qui méritent d'être comprises et documentées, ainsi qu'un environnement qui mérite d'être protégé. Vous avez produit des reportages pertinents. Vous avez créé des podcasts qui posent les bonnes questions. Vous avez documenté des histoires qui méritent d'être connues », a déclaré Mustapha Ben Messaoud, représentant de l'Unicef aux Comores. Selon lui « les jeunes doivent être reconnus non seulement comme les citoyens de demain, mais aussi comme des acteurs essentiels du changement positif dès aujourd'hui ». Et de conclure : « Les compétences que vous développez, l'esprit critique, la vérification des faits, la recherche de la vérité, le dialogue respectueux et la capacité à communiquer avec empathie, ne sont pas des compétences option-

nelles. Ce sont celles dont les Comores ont besoin pour construire une société plus forte, mieux informée et plus unie ».

Il a ensuite encouragé les participants à poursuivre leur engagement. « En apprenant à distinguer le vrai du faux, à respecter des sources fiables et à écouter d'autres points de vue, vous devenez des citoyens exemplaires. Vous devenez des modèles pour vos camarades. Ce que vous avez découvert en participant à ce hackathon, c'est qu'il est possible d'être un jeune engagé, un citoyen informé, une voix qui compte. Ne laissez pas cette passion s'arrêter ici. Cherchez des opportunités pour approfondir votre apprentissage. Collaborez avec les médias existants. Rejoignez les radios communautaires. Créez vos propres plateformes ».

De son côté, l'ambassadeur de France aux Comores, Étienne Chapon, a salué le travail accompli par les jeunes reporters et les a conseillé à aller encore plus loin. « Vous avez réalisé un excellent travail. Il faut désormais vous projeter vers l'avenir. Vous avez des capacités, utilisez-les pour devenir des professionnels », a-t-il insisté. Pour



sa part, la ministre de l'information, Fatima Ahamada, a souligné que, face à la propagation des fausses informations, des discours de haine, de la désinformation, de la manipulation de l'opinion et des atteintes à la vie privée, le pays a besoin d'une nouvelle génération de communicants, de journalistes et de créateurs de contenus responsables, capables de produire une information crédible, vérifiée, équilibrée et respectueuse des valeurs démocratiques et humaines.

« C'est là toute la pertinence du Programme des Jeunes Reporters

des Comores. Ce programme ne se limite pas à former des jeunes aux techniques journalistiques. Il ambitionne de faire émerger des citoyens engagés, conscients de leur responsabilité dans la construction d'un espace médiatique sain, inclusif et professionnel. À travers cette initiative, nous investissons dans le capital humain, dans l'innovation et dans l'avenir de notre pays », a-t-elle conclu.

Nassuf Ben Amad

MOHÉLI, VITRINE DE L'AGRICULTURE COMORIENNE

Azali salue une dynamique prometteuse

En visite à Mohéli, le président Azali Assoumani a combiné devoir de mémoire et promotion du développement agricole. Après avoir présenté ses condoléances à la famille de l'ancien commandant de la gendarmerie nationale, Issoufa Ali, le chef de l'État a participé à la mise en terre de 20 000 plants de taro à Ouallah avant de visiter une exploitation de gingem-

bre à Ndrodroni. Il a salué les efforts des agriculteurs et appelé à renforcer la production locale afin de réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires.

Le président Azali Assoumani a effectué, le 30 juillet dernier une visite à Mohéli placée sous le signe de la solidarité et

du développement agricole. Après avoir rendu hommage à la mémoire d'Issoufa Ali, ancien commandant de la gendarmerie nationale décédé la semaine dernière, le chef de l'État s'est rendu à Ouallah où il a participé à une opération de mise en terre de 20 000 plants de taro. Il a ensuite visité une ferme de production de gingembre à Ndrodroni. « Je suis sincèrement très ému par les travaux réalisés à Mwali dans le secteur agricole. Je vous encourage à poursuivre dans cette voie », a déclaré le président devant les agriculteurs, les responsables des projets et le Ministre de la production agricole.

La plantation de taro est portée par le Centre rural de développement économique (CRDE) de Fomboni sous la direction de Fayçal Bianrif. L'objectif est d'atteindre à terme 100 000 plants. Quant à la culture du gingembre, elle s'inscrit dans le cadre du projet Chaîne de

Valeurs Agricoles (CVA), financé à hauteur de 10 millions de dollars par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF). Le projet prévoit quatre hectares de culture de gingembre répartis entre Djando et Mlédjelé. À Mohéli, douze fermes agricoles ont également été mises en place, comprenant des cultures de manioc et de patate douce.

Le directeur général de l'INRAPE, Dr Hamza Abdou Azali, a expliqué que cette visite s'inscrit dans la politique du gouvernement visant à promouvoir les exploitations agricoles initiées par le ministère de l'Agriculture. Selon lui, ces projets doivent permettre d'augmenter durablement la production nationale et de renforcer la sécurité alimentaire. De son côté, le président Azali a insisté sur la nécessité de mobiliser toutes les énergies autour

de l'agriculture. Il a rappelé que les crises internationales ont démontré les limites d'une dépendance excessive aux importations alimentaires et a appelé les Comoriens, particulièrement les jeunes, à investir davantage le secteur agricole.

S'adressant au ministre de l'Agriculture Daniel Ali Bandar et à ses équipes, il leur a renouvelé le soutien de l'État et a salué l'implication des femmes dans ces initiatives. Le chef de l'État a également mis en avant les atouts de Mohéli, qu'il a qualifiée de terre fertile, invitant les habitants à valoriser ce potentiel afin de faire de l'île un modèle pour l'ensemble de l'archipel. Enfin, il a souhaité une amélioration des liaisons entre les îles afin de faciliter l'acheminement des productions agricoles vers les différents marchés nationaux.

Riwad



VIOL COLLECTIF PRÉSUMÉ À MOHORO :

Le quatrième suspect interpellé

Le quatrième suspect recherché dans l'affaire du viol collectif présumé d'une adolescente de 15 ans à Mohoro a été interpellé, selon la police de Foubouni. Placés en détention provisoire, les quatre mis en cause sont désormais entre les mains de la justice, tandis que l'instruction se poursuit pour établir les responsabilités de chacun.

Selon la police de Foubouni, le quatrième suspect recherché dans l'affaire du viol collectif présumé d'une adolescente de 15 ans à Mohoro a été interpellé il y a deux semaines dans une habitation du village. Désormais, les quatre mis en cause sont placés en détention provisoire. L'information est rapportée par la police, tandis que l'instruction judiciaire se poursuit. L'affaire qui avait profondément ému la localité de Mohoro, dans la région de Mbadjini, connaît un nouveau développement. Toujours selon la police, la famille qui l'hébergeait a été convoquée puis entendue par le juge d'instruction afin d'éclaircir les circonstances dans lesquelles

le jeune homme a pu échapper aux recherches pendant plusieurs semaines. À ce stade, aucune poursuite n'a été engagée contre les membres de cette famille. Cette arrestation met fin à la cavale du dernier suspect recherché et permet désormais à la justice de disposer de l'ensemble des personnes mises en cause dans cette affaire. D'après les éléments communiqués par la police de Foubouni, les faits se seraient produits à la sortie de l'école. La victime, une adolescente de 15 ans scolarisée à Mohoro, regagnait son domicile lorsqu'elle aurait été interceptée sur le chemin. Selon les enquêteurs, un premier individu lui aurait saisi le bras, tandis qu'un second lui aurait couvert la bouche pour l'empêcher d'appeler à l'aide. Elle aurait ensuite été conduite de force dans une habitation du village. La police indique que la jeune fille y aurait été victime de viols commis successivement par quatre individus âgés de 20, 19, 18 et 17 ans. Deux sont majeurs et deux étaient mineurs au moment des faits. Toujours selon la police, la victime aurait perdu connaissance au cours de

l'agression. Les enquêteurs précisent également qu'un cinquième jeune homme se trouvait dans la maison au moment des faits. Selon leurs déclarations, il n'aurait pas participé aux violences sexuelles et serait intervenu pour porter assistance à la victime lorsqu'elle s'est évanouie. Son implication fait l'objet d'une procédure distincte. La famille de la victime a déposé plainte dès qu'elle a eu connaissance des faits, entraînant l'ouverture d'une enquête judiciaire et la saisine d'un juge d'instruction. Dans les jours ayant suivi les faits, trois suspects avaient été arrêtés et placés en détention provisoire. Le quatrième demeurerait introuvable jusqu'à son interpellation récente à Mohoro. Selon la police de Foubouni, les quatre mis en cause sont désormais placés en détention provisoire. Le cinquième jeune homme, présenté par les enquêteurs comme étant intervenu pour secourir la victime, est placé sous contrôle judiciaire.

El-Aniou Fatima

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom :
Prénom :
Adresse postale : email :
Tél. : Fax : Mob :
Périodicité :
3 mois / Montant :
6 mois / Montant :
12 mois / Montant :
Mode de règlement :
Espèces /
Chèque / n°
Virement bancaire / réf. :
Moroni le,
Signature :
Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	8	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

N°2025/001/MAPA/FSRP/AMI/BE

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UNE STRUCTURE NATIONALE OU INTERNATIONALE SPECIALISEE DANS LES ETUDES ET LA MISE EN OEUVRE DES TECHNIQUES CLIMATO-INTELIGENTES, EN UNION DES COMORES.

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet de Résilience des Systèmes alimentaires aux Comores (FSRP-KM) et à l'intention d'utiliser une partie de ce Don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif « à la réhabilitation du Marché des Poissons de Domoni à Anjouan ».

Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement (FPI) »

2.Le projet (FSRP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises :« le soumissionnaire doit démontrer une bonne expérience des marchés de construction et ou de réhabilitation des bâtiments au cours de 10 dernières années. Le Soumissionnaire doit établir aussi qu'il disposera du Personnel-clé de qualification convenable décrit dans la Section III du DAO, qui est nécessaire pour exécuter le Marché.

3.La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à un Appel d'Offre (AO) telle que définie dans le « Règlement– de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (dernière version de septembre 2025 ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4.Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations

auprès du secrétariat du FSRP situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat ; email : projetsfsrp@gmail.com et prendre connaissance du Dossier d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous : du lundi au vendredi à partir de **8H 00min à 17H 00min**. Le Dossier d'Appel d'Offres est aussi téléchargeable sur le site internet du projet : <https://fsrp-km.org>

5.Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard **le 11 Août 2026 à 14H 00min**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivera après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la salle de conférence du FSRP à l'adresse ci-dessous, **le 11 Août 2026 à 14h 00min**.

6.Les offres doivent être accompagnées d'une garantie d'offre, pour un **montant de deux millions six cent (2 600 000) francs Comoriens**.

7.L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :
Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat
BP :41-Moroni
A Mdé ex-Cefader -maison des épices.
Au secrétariat du Projet (FSRP) Email : projetsfsrp@gmail.com

Lancé, le 22 Juillet 2026.

CULTURE :

Le CLAC d'Ikoni anime les vacances des jeunes avec un programme gratuit

Faire des vacances un moment à la fois utile, éducatif et festif. C'est le pari que relève le Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) d'Ikoni avec son programme « les Vacances d'été ». Du 26 au 29 juillet, le centre a ouvert ses portes aux enfants, aux jeunes et aux familles autour d'un programme mêlant activités sportives, jeux traditionnels, ateliers culturels et animation musicale. Placée sous la coordination de la directrice du CLAC, Ali Mfaoume Andjibou Nourrat, l'initiative est entièrement gratuite.

Les grandes vacances sont souvent synonymes de repos. À Ikoni, elles prennent une autre dimension. À travers cette nouvelle édition des Vacances d'été, le CLAC entend offrir aux jeunes un espace de loisirs éducatifs favorisant l'apprentissage, la créativité et le vivre-ensemble. L'objectif, selon l'équipe d'animation, est de faire vivre le centre tout en renforçant la cohésion sociale et en valorisant les talents locaux. « Dans un

contexte où l'accès aux loisirs éducatifs reste limité pendant les congés scolaires, le CLAC s'impose comme un espace de proximité, sécurisé et créatif, ouvert à tous sans condition », explique Ali Mfaoume Andjibou Nourrat, directrice du CLAC d'Ikoni. Le programme a débuté dimanche 26 juillet sous le signe de la convivialité et de la compétition. Plusieurs concours étaient proposés aux participants, notamment un Food Challenge, un concours de lancers francs et de tirs à trois points pour les amateurs de basketball, ainsi que des courses de relais et la traditionnelle course d'eau, très appréciées des plus jeunes. Des activités destinées à développer l'esprit d'équipe, l'adresse et la convivialité. Lundi 27 juillet, le centre a organisé un Tournoi inter-CLAC, réunissant des jeunes issus de plusieurs centres de lecture et d'animation culturelle. Au-delà de la compétition sportive, cette rencontre visait à favoriser les échanges entre les participants et à promouvoir les valeurs de respect, de solidarité et de fair-play autour du football. Mardi 28 juillet était



consacré aux jeux traditionnels ayant marqué l'enfance de nombreuses générations. Les participants ont notamment pris part au jeu de l'aveugle et à des séances de corde à sauter, des activités mettant à l'honneur la confiance, la coordination et l'esprit collectif. « Ces jeux simples permettent aux enfants de partager des moments de joie tout en redécouvrant un patrimoine ludique qui fait partie de notre culture », souligne la directrice. Le programme s'est achevé mer-

credi 29 juillet par une journée placée sous le signe de la création artistique. L'artiste Dadiposlim a animé un atelier musical destiné aux jeunes passionnés de chant et de scène, leur offrant l'occasion d'échanger avec un professionnel et de découvrir les techniques vocales et scéniques. En soirée, le CLAC s'est transformé en scène ouverte avec la scène de Toirab, un rendez-vous culturel où les participants ont pu présenter leurs talents à travers le chant, la danse, la poésie ou encore la comé-

die. Toutes les activités, ainsi que les inscriptions, étaient gratuites afin de permettre au plus grand nombre d'y participer. « Avec ce programme gratuit et inclusif, le CLAC d'Ikoni confirme son rôle. Bien plus qu'une bibliothèque, elle est un lieu de vie, d'apprentissage, de partage et d'émancipation pour la jeunesse », conclut Ali Mfaoume Andjibou Nourrat

El-Aniou Fatima



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Référence : Exim/ASSURANCE-VE \{ICALE/2026/07

objet : Recrutement d'une compagnie / agence d'assurance pour la couverture du parc automobile d'EXIM Bank Comores

1. Objet de la consultation

EXIM Bank Comores lance un appel d'offres pour la sélection d'une compagnie d'assurance d'importation agréée, chargée d'assurer l'ensemble de sa flotte automobile (véhicules de service et véhicules de fonction).

2. Structure du marché et prestations attendues

Le marché concerne la souscription d'une police d'assurance automobile offrant une couverture optimale adaptée aux besoins de la banque, incluant notamment :

Responsabilité Civile (RC) obligatoire.

o Garanties complémentaires (Tierce collision, Vol, Incendie, Brise de glaces, défense et recours).

o Assistance et couverture des personnes transportées.

Gestion et suivi fluide des sinistres avec des délais de remboursement/indemnisation optimisés.

3. Conditions de participation

La participation à cet appel d'offres est ouverte à toutes les compagnies ou agences d'assurance installées en union des comores, en règle avec la législation locale et disposant :

De l'agrément légal d'exercice.

D'une expérience avérée dans la gestion des flottes automobiles institutionnelles ou bancaires.

De la capacité financière et technique nécessaire pour exécuter la prestation.

4. Retrait des termes de référence

Les candidats intéressés peuvent retirer les Termes de Référence et la liste du

parc automobile :

En présentiel : Au Service Administratif. au siège d'Exim Bank Comores sis de la place France, Moroni.

o Par voie électronique : En envoyant une demande par e-mail à l'adresse : admin_km @eximbank-km. com

5. Délai de dépôt des dossiers

Les offres (techniques et financières) devront être soumises sous pli fermé au Secrétariat d'EximBanque au siège sis de la Place de France Moroni. L'enveloppe devra porter la mention : (AVIS D'APPEL D'OFFRES _ EXIM/ASSURANCE-VEHICULE/2026/07 _ >>

La date limite pour le dépôt de l'ensemble des dossiers est fixée au Lundi 10 août 2026 à 14h00 (heure locale).

6. Délai de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de 90 jours à compter de la date limite de dépôt.

7. Réserves

EXIM Bank Comores se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres à tout moment avant l'attribution du marché, sans encourir de responsabilité envers les soumissionnaires



La Direction

Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP)

PROGRAMME INTÉGRÉ DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSFORMATION ET DE MISE AUX NORMES SANITAIRE D’UN ATELIER DE LA FILIERE FRUIT À NGAZIDJA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

Référence : AAO N° 002/2026/CJAP/FE2

Travaux de réhabilitation, d'aménagement et de construction d'ouvrages complémentaires d'un atelier de transformation des produits agricoles

Date de publication : 03 août 2026

Le Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP) a obtenu une subvention de l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le projet Facilité Emploi 2 pour financer la mise en œuvre de son projet « Programme intégré de renforcement des capacités de transformation des produits agricoles et de mise aux normes sanitaires d'un atelier de la filière fruit à Ngazidja ». Le Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des travaux de réhabilitation, d'aménagement et de construction d'ouvrages complémentaires de l'Atelier de Travail Partagé (ATP) situé à Itsandra-Mdjini, Grande Comores.

Objet du marché

Le marché porte notamment sur la réalisation des travaux de réhabilitation des espaces de production et de stockage, revêtement des sols en résine époxy alimentaire pose de carrelage mural dans les zones de production (détail des travaux dans le DAO).

Conditions de participation

Le présent appel d'offres est ouvert aux entreprises légalement constituées répondant aux critères d'éligibilité, de qualification technique, financière et professionnelle définis dans le Dossier d'Appel d'Offres (DAO).
Retrait du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu gratuitement auprès du :

Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP)
Atelier de Travail Partagé (ATP)
Itsandra-Mdjini – Quartier Guerezani – Rue Msafoumou
Téléphone : 333 05 82 / 493 08 60
Les demandes de DAO peuvent également être adressées par courrier électronique à :
nassiaa348@gmail.com Copie à
carrefourjap@gmail.com

Demandes d'éclaircissement

Les demandes d'éclaircissement devront être formulées par écrit et parvenir au Maître d'Ouvrage au plus tard le 14 août 2026, conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres.

Présentation des offres

Les offres devront être rédigées en langue française et préparées conformément aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres.
Elles comprendront notamment l'ensemble des pièces administratives, techniques et financières ainsi que les formulaires et déclarations exigés dans le DAO.
Les offres devront être déposées sous pli fermé portant la mention :

« Appel d'Offres N° 002/2026/CJAP/FE2 – Travaux de réhabilitation, d'aménagement et de construction d'ouvrages complémentaires d'un atelier de transformation des produits agricoles
À n'ouvrir qu'en séance d'ouverture des plis. »

Date limite de dépôt des offres

Les offres devront être déposées au plus tard le : **18 août 2026 à 11 h 30** à l'adresse suivante :

Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP)
Atelier de Travail Partagé (ATP)
Itsandra-Mdjini – Quartier Guerezani – Rue Msafoumou
Aucune offre reçue après cette date et cette heure ne sera acceptée.

Réserve

Le Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP) se réserve le droit de modifier, suspendre ou annuler la présente procédure d'appel d'offres à tout moment avant l'attribution du marché, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation.



PRÉSIDENTIE DE L’UNION DES COMORES
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

AVIS DE RECRUTEMENT

En application de l’Arrêté N° 24-005/PR-SGG du 21 septembre 2024, précisant les missions dévolues aux Pôles du Secrétariat Général du Gouvernement, un avis de recrutement est lancé pour le poste de : **Chargé (e) de dossier auprès du Chef de pôle Transports.**

Lieu de travail : **Moroni, Union des Comores**

Le ou la Chargé(e) de dossier aura pour mission d'assister le ou la chef (fe) de Pôle dans la réalisation des missions qui lui seront attribuées en fonction de ces domaines de compétences.

Profil recherché : **Expérience et compétences**

Pour postuler, vous devez être un (e) professionnel (le) aguerri (e), doté (e) d'une capacité de promouvoir l'esprit d'équipe et la disponibilité.

- **Expérience** : Au moins 3 ans dans l'administration notamment dans le secteur du Génie civil dans les Infrastructures et dans le Transport.
- **Compétences techniques et stratégiques** :
 - o **Connaissances en Génie civil, Infrastructures et Transport** : Une familiarité avec les métiers et les enjeux des trois domaines est un atout, de même que la capacité à acquérir rapidement ces connaissances.
 - o **Gestion de projets et d'entreprise** : Compétence avérée en gestion de projets, avec un sens de l'innovation.
 - **Aptitudes interpersonnelles** :
 - o **Communication et leadership** : Aptitudes exceptionnelles pour la communication et le leadership, essentielles pour discuter et développer des relations stratégiques avec les partenaires.
 - o **Éthique** : Être une personne de bonnes mœurs, responsable et intègre, avec un grand sens de l'organisation et une grande disponibilité.
 - o **Orientation résultats** : Réussir sans pression les objectifs fixés.
 - **Formation** : Au moins un diplôme de niveau Bac+3 d'une université reconnue, dans les domaines du Génie civil ou domaines similaires.

- **Langues** : maîtrise du français obligatoire. La connaissance de l'anglais, de l'arabe ou de toute autre langue est un atout.
- **Conditions** : Être de nationalité comorienne (y compris la diaspora), immédiatement disponible à temps plein et sans antécédents judiciaires.

Tâches principales et responsabilités

Sous l'autorité du Chef de Pôle Transports, le/la Chargé (e) de dossier aura pour mission de :

- Mettre en œuvre la **stratégie de réalisation des différents projets**, en l'alignant sur le **Plan Comores Emergentes (PCE)** à l'horizon 2030.
- Définir l'approche stratégique avec les partenaires en assurant l'exécution effective des différents dossiers.
- Suivre de plus près les différents dossiers

Procédure de candidature

Pour postuler, veuillez envoyer votre dossier par email à rh@sgg.gouv.km avant le **10 Aout 2026 à 12h00**. Votre candidature doit inclure :

- Lettre de motivation.
- CV détaillé.
- Bulletin n°3 du casier judiciaire.
- Photocopies des diplômes et de la carte d'identité/passeport.
- Une photo d'identité.
- Un descriptif sur votre mission.

CULTURE

Quand le rire protège la planète

Après une tournée dans les trois Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de Mwali, le spectacle « Moi aussi, je peux le faire ! », financé par l'Ambassade de France en Union des Comores, s'est achevé sur une note festive. À travers l'humour, le jeu et la poésie, le Clown Bavard a sensibilisé des dizaines d'enfants et leurs parents aux gestes simples en faveur de la protection de l'environnement.

La tournée du Clown Bavard s'est déroulée du 20 au 24 juillet dans les trois CLAC de Mwali. Le coup d'envoi a été donné au CLAC de Djoiezi avant de se poursuivre à Salamani le 22 juillet et de s'achever à Nioumachoi le 24 juillet. À chaque étape, de nombreux enfants, accompagnés de leurs parents, ont répondu présents. Placée sous le thème « Moi aussi, je peux le faire ! », cette initiative avait pour objectif de sensibiliser le public aux enjeux environnementaux de manière ludique. À travers des sketches humoristiques et des échanges interactifs, le Clown Bavard a démontré que chacun peut adopter des gestes simples pour préserver la nature, sans culpabilisation, mais avec optimisme et créativité. Au-delà du spectacle, plusieurs animations ont rythmé les journées.

Une séance de danse collective a rapidement mis l'ambiance, suivie d'une chaise musicale destinée aux enfants de 7 à 9 ans. Un atelier de jonglage, réunissant une dizaine de participants, a également permis aux jeunes de découvrir les bases de cet art tout en développant leur confiance en eux. Le spectacle a suscité un vif enthousiasme auprès des familles. « Le clown est une figure artistique qui fascine les enfants. Nous souhaitons

que nos jeunes puissent découvrir davantage cet art », a confié un parent, appelant les animateurs à organiser régulièrement des ateliers consacrés aux arts du cirque. Les enfants sont également repartis conquis. « Je suis très contente, car aujourd'hui j'ai appris tout en jouant. C'est comme cela que nous aimerions passer nos vacances. Merci aux organisateurs et au Clown Bavard », a déclaré Baraka Artadhui, participante à l'atelier.

Même satisfaction du côté des responsables des CLAC. « Nous remercions les organisateurs et le partenaire de ce projet. Cette deuxième édition nous apporte de nouvelles approches pour enrichir nos animations », a souligné Assane Nassoro Abdou, animateur référent du CLAC de Nioumachoi. Pour le coordonnateur du sous-réseau des CLAC de Mwali, Ben Imam Bacar, cette tournée repose sur trois messages essentiels : encourager les bonnes pratiques environnementales, expliquer de manière simple les effets du changement climatique et accompagner les enfants vers des comportements responsables au quotidien. « Ne jetez pas les bouteilles par terre, mettez-les dans la poubelle », rappelait avec humour le Clown Bavard.

Malgré le succès de cette tournée, les responsables des CLAC rappellent que ces centres continuent d'œuvrer pour la promotion de la lecture et des activités culturelles malgré des moyens financiers limités. Ils lancent un appel aux autorités et aux partenaires afin de renforcer leur soutien et de permettre à ces espaces culturels de poursuivre leur mission auprès de la jeunesse comorienne.

Riwad



RECRUTEMENT

Responsable des Opérations

Lieu de travail	Basé au bureau de Mutsamudu, Anjouan
Date limite de candidature	25 août 2026
Démarrage de contrat	A partir d'octobre 2026
Conditions	Compétitif en fonction de l'expérience
Pour postuler	Une lettre de motivation et un CV de 2 pages maximum à contact@daharicomores.org

Qui sommes-nous ?

Dahari travaille depuis 2013 pour appuyer les communautés rurales à restaurer les écosystèmes des Comores. Dahari est devenue la plus grande ONG comorienne avec 60 employés sur les îles d'Anjouan et de la Grande Comore. Nous vous invitons à visiter www.daharicomores.org et notre [page Facebook](#) pour trouver plus d'informations.

Aperçu du rôle

Nous recherchons un.e Responsable des Opérations pour jouer un rôle clé dans l'expansion de nos activités. Le/la Responsable travaillera sous la supervision des Co-Directeurs de l'ONG. Vos principales responsabilités seront de :

- Gérer, accompagner et renforcer les capacités de l'équipe administrative ;
- Assurer l'amélioration continue des procédures internes, des conditions de travail, et des systèmes de santé et de sécurité ;
- Superviser la logistique : gestion des marchés, organisation des équipements ;
- Superviser la gestion des ressources humaines : recrutement, suivi des contrats, évaluation et développement des compétences.

Compétences et expériences recherchées

Essentielles	Appréciables
Diplôme Bac+3	Expérience dans les ONG
Au moins 5 ans d'expérience professionnelle	Expérience en renforcement de capacité du personnel
Très bon niveau de français	Bon niveau d'anglais
Très bonnes capacités interpersonnelles et de communication, autonomie et rigueur	Des connaissances en finance et comptabilité sont un atout mais pas clé pour ce poste

NB : Seules les candidat.e.s présélectionné.e.s sur la base de l'étude de leur dossier seront contacté.es.

La Gazette des Comores	A Bardraoui
Fondateur et Directeur général	Mohamed Ali Nasra
Saïd Omar Allaloui	Hamdi Abdillahi Rahilie
Directeur de la publication	El-Aniou Fatima
Elhad Saïd Omar	Aticki Ahmed Ismael
Rédactrice en chef	Mise en page
Andjouza Abouheir	Abdouchakour Aladi Nourou
Secrétaire de rédaction	Responsable commercial
Toufé Maecha	Mariama Mhoma
Rédaction	Documentation archiviste
Mohamed Yousseuf	Hadidja Abdou
Sanaa Chouzour	Photographe / Site Web
A. Mmagaza	Mohamed Saïd Hassane
M.I.M Abdou	Impression
Nassuf Ben Amad	Graphica Imprimerie
Kamal Gamal Abdou	www.lagazettedescomores.com
Nabil Jaffar	Tel: 773 91 21/ 322 76 45
Riwad	



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité - Développement

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

PROJET D'INVESTISSEMENT DE SOUTIEN AUX CAPACITES STATISTIQUES DE LA COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (STATCAP-KM)

Don IDA N° 6200-KM — Projet P175731

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°26/003/AMI/Bureau d'étude/Réh-bât-INSEED/STATCAP-KM

22 juillet 2026

Recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation des études techniques (APS, APD) et de la gestion des risques environnementaux et sociaux (évaluation environnementale et sociale débouchant sur un PGES autonome), ainsi que le contrôle et le suivi des travaux, relatifs à la réhabilitation du bâtiment de l'INSEED (réservée aux entreprises nationales)

1. Contexte

Le Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la Communauté de Développement de l'Afrique australe pour les Comores (P175731), conclu entre la Banque Mondiale et l'Union des Comores, a pour objectif principal de renforcer la capacité de l'Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) et celle du Système Statistique National dans le but d'améliorer la production et la diffusion des données statistiques.

Dans ce cadre, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) souhaite recruter un bureau d'études pour la réalisation des études techniques d'Avant-Projet Sommaire (APS), d'Avant-Projet Définitif (APD), l'évaluation environnementale et sociale débouchant sur un PGES autonome, ainsi que le contrôle et le suivi des travaux de réhabilitation du bâtiment de l'INSEED.

2. Objet de la mission

La mission se déroule en deux phases :

- **Phase 1 — Études techniques et environnementales et sociales :** diagnostic technique de l'état existant du bâtiment, étude d'Avant-Projet Sommaire (APS), étude d'Avant-Projet Définitif (APD), évaluation environnementale et sociale (EIES/PGES), et préparation du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour les travaux de génie civil.

- **Phase 2 — Contrôle, supervision et suivi des travaux,** y compris la mise en œuvre du PGES et du cahier des clauses environnementales et sociales, le suivi pendant la période de garantie et la production des plans de récolement.

3. Qualifications requises

Le bureau d'études intéressé devra justifier des qualifications suivantes :

- Au moins 15 ans d'expérience dans la conception et la gestion de projets de construction, en particulier pour des bâtiments publics ou institutionnels, aux Comores ;
- Au moins trois (3) projets similaires d'extension ou de construction de bâtiments administratifs réalisés au cours des cinq dernières années (références à l'appui) ;
- une expérience avérée dans la conduite d'études intégrant les aspects de sauvegarde environnementale et sociale conformément au Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale ;
- une équipe pluridisciplinaire disponible et mobilisable comprenant notamment :

- **Un architecte principal/chef de projet (BAC+5),** 15 ans d'expérience minimum ; maîtrise CAO, expérience en coordination d'équipes pluridisciplinaires, connaissance des normes E&S.

- **Un ingénieur en structure (BAC+5),** 10 ans d'expériences ; compétences en études géotechniques, logiciels de calcul structurel

- **Un spécialiste en environnement et social** pour la phase d'études (BAC+5),

7 ans d'expériences et en évaluation environnementale et sociale, connaissance de la législation comorienne et du CES de la Banque mondiale.

- **un spécialiste en environnement et social** pour la phase de supervision (BAC+5) 9 ans d'expériences, maîtrise des procédures de surveillance et de suivi environnemental et social du chantier.

- **Enfin, un technicien supérieur en bâtiment (BTS/DUT, 5 ans)** pour la supervision de chantier, maîtrise des méthodes de contrôle qualité.

Le spécialiste en environnement et social pour le contrôle et le suivi des travaux (Phase 2) ne devra pas avoir participé à la phase d'études (APS/APD/PGES), afin de garantir l'indépendance de la fonction de supervision.

4. Méthode de sélection

La sélection du bureau d'études se fera par la méthode de Sélection Fondée sur les Qualifications des Consultants (SFQ) conformément au Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), édition en vigueur.

5. Durée de la mission

L'effort total pour la phase des études techniques (APS/APD) est estimé à un délai maximal de 2 mois, et la mission de supervision, de contrôle et de suivi des travaux n'excéderait pas 3 mois, sous réserve d'amendement en fonction des impératifs du projet.

6. Constitution du dossier de manifestation d'intérêt

Les bureaux d'études intéressés sont invités à fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises pour exécuter les prestations, notamment :

- une présentation du bureau d'études (statuts juridiques, domaines de compétence, moyens humains et matériels) ;
- les références de projets similaires réalisés au cours des cinq dernières années, avec preuves d'exécution (attestations de bonne exécution, contrats, etc.) ;
- les CV du personnel clé proposé, avec diplômes et attestations d'expérience ;
- tout document attestant de la capacité financière du bureau d'études.

7. Dépôt des manifestations d'intérêt

Les dossiers de manifestation d'intérêt, devront être déposés sous pli fermé, **au plus tard le 21 août 2026 à 14 heures 30min** l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet STATCAP-KM

Moroni, bâtiment de l'INSEED en face de l'Ambassade de France

Tél 365 53 04, Email : recrutement.statcap@gmail.com; cc mialmahayati90@gmail.com

Les termes de référence détaillés de la mission peuvent être obtenus à l'adresse mentionnée ci-dessus.